

## Section du Cher

«L'avenir il ne s'agit pas de le prévoir, mais de le rendre possible » (A. de SAINT EXUPERY)

# CTL du 15/01/2015

Ce CTL se tenait en 2e convocation, celui du 6 janvier n'ayant pas pu se tenir suite au boycott de trois syndicats.

En ouverture de séance **Force Ouvrière** à remis la déclaration liminaire jointe à ce compte rendu.

Nous avons expliqué que les vœux du directeur général ne nous avaient pas convaincu, et que les conditions de travail ne faisaient pas partie de ses préoccupations.

Il est vrai que sa hotte de Noël était garnie avec la fermeture de la trésorerie de St Martin d'Auxigny et la suppression de 9 emplois dans le Cher.

## VOLET "SUPPRESSIONS D'EMPLOIS

La Direction nous présente le tableau de l'évolution des emplois en 2015

SERVICES	Evolutions numériques				Redéploiements				Total mouvements d'emplois				
	A+	A	B	C	A+	A	B	C	A+	A	B	C	Ens.
Direction	-1		-1	-1					-1		-1	-1	-3
ERD							-1	+1			-1	+1	0
SPF Sancerre		-1								-1			-1
SPF Bourges				-1								-1	-1
SIP Bourges Sud				-1								-1	-1
SIE Bourges Sud					-1					-1			-1
SIP Vierzon					+1					+1			+1
SIE Vierzon				-1								-1	-1
Trés. OPH-Amendes			-1								-1		-1
Trés. Bourges Municipale							+1	-1			+1	-1	0
Paierie départementale							+1	-1			+1	-1	0
Trés. St Amand Montrond				-1								-1	-1
Trés. Baugy							-1	+1			-1	+1	0
TOTAL	-1	-1	-2	-5		0	0	0	-1	-1	-2	-5	-9

Le président nous indique que c'est 25% de suppressions en moins par rapport à l'année passée.

**FO** a répondu que nous étions "*moins malade,, mais loin d'être guéris*".

On nous explique le détail des gains d'activités qui permettent à la DG de supprimer des emplois.

Le mode de calcul est contestable, et Hop ! deux emplois de moins.

Puis la "*CONTRIBUTION Proportionnelle*" supprime 7 emplois sans aucune raison.

Le rouleau compresseur de la MAP (*modernisation de l'action publique*) continue sa destruction !

Voilà qui va améliorer les conditions de travail !

La dessus, va venir s'ajouter:

- l'arrivée de redevances ordures ménagères supplémentaires, d'une Communauté de Communes gérée par Sancoins, à la trésorerie **de St Amand** pour le SMIRTOM.
- l'arrivée au **SIP SUD** du recouvrement de la Commune de Saint Michel-de-Volangis qui était effectué jusqu'en 2014 par la trésorerie des Aix d'Angillon.
- l'arrivée à **Bourges Municipale** de la gestion de la Commune de St Michel-de-Volangis  
Tout ceci à effectifs constants.



Concernant les **Aix d'Angillon**, vos représentants **FO** ont fait remarquer que lorsque le projet de travaux avait été élaboré en 2012, il prévoyait 9 places alors, qu'à l'époque son effectif, ajouté à celui de la trésorerie de St martin d'Auxigny, nous donnait 11 agents.

Une suppression de poste en 2013 à St Martin, un gel de poste en 2014 aux Aix, et l'on peut loger ces 9 personnes.

La direction nous précise qu'il n'y aura pas de schéma triennal de restructuration de la part de la DG (Direction générale). Elle gèrera année par année au gré des lois de Finances ...

Nous ne sommes donc pas l'abri de nouvelles coupes sombres dans les années à venir.

**Force Ouvrière** a dénoncé les effets néfastes de ces nouvelles suppressions d'emplois.

Après le rapprochement du SPF de Sancerre à celui de Bourges, c'est une départementalisation qui s'annonce dans les 2 ans avec le rapprochement du SPF de St Amand à Bourges.

Dans le même délai, une fusion des SIP et SIE de Bourges.

La DG est en pleine "réflexion" sur ces sujets. Le président nous précise qu'il n'y aura pas de décisions avant 2017. Peut être pour une mise en place en 2018.

Pour le pôle patrimoine, regroupement de l'enregistrement du SIE au pôle de publicité foncière de Bourges.

Quant au regroupement des services de direction sur un site, la direction n'a encore rien arrêté

Dans l'immédiat, les ministres seront saisis au printemps 2015 des opérations de restructurations (et suppressions) pour 2016.

Voilà encore une année qui s'annonce difficile.

VOTE	Pour	Contre	Abstention	
Fo		X		
Snaftp		X		
Solidaires				boycott
Cgt				boycott
Cfdt				boycott

### Dispositif Unifié de gestion des Equipes Départementales de Renfort

Au 1er septembre 2015 le dispositif de gestion des équipes de renfort, EDRA et ERD, va changer.

Création de l'Equipe Départementale de Renfort (EDR) avec de gros changements.

Tout d'abord, les membres de l'EDR se verront attribuer une affectation nationale, DDFIP/**sans résidence**/EDR.

**FO** constate qu'il va être compliqué d'y rentrer comme d'en sortir.

La direction locale établira un vivier sur candidatures locales.

Celles retenues auront une priorité pour l'affectation en EDR lors de leur demande de mutation nationale.

Ensuite, s'il y a encore vacance sur l'EDR, les postes seront disponibles aux vœux des demandes nationales, pour les extérieurs du département et ceux....qui n'ont pas été sélectionnés au niveau local !  
*"par ou t'es rentré, on t'a pas vu sortir"*

Pour en partir, il faudra passer par une demande de mutation nationale.

La mission/structure EDR relevant du mouvement national, l'agent devra participer au mouvement national s'il souhaite mettre fin à ses fonctions au sein de l'EDR. Il restera à l'EDR tant qu'il n'aura pas obtenu de mutation.

Sur le fonctionnement, à l'issue de la mission, le chef de service ayant bénéficié du renfort établira un bref compte-rendu qui précisera les conditions d'exercice de la mission et son état d'avancement alors qu'auparavant ce compte rendu servait à l'évaluation annuelle de l'agent.

Pour **FO**, le compte rendu doit continuer à contribuer à une juste évaluation professionnelle de l'agent, comme il était prévu dans la circulaire de juillet 2007.

## POINT SECURITE

Le président nous rappelle qu'il a modifié exceptionnellement les horaires d'ouverture du nouvel accueil de Condé dès qu'il a eu connaissance des évènements terroristes de la région parisienne.

Il a décalé l'ouverture au public l'après midi de 13h30 à 14h afin qu'ils coïncident avec la présence du gardien.

## QUESTIONS DIVERSES

Si **FO** était présent c'était pour dire son opposition aux suppressions d'emplois, mais également pour évoquer plusieurs questions de fonctionnement.

### - QCM du concours de contrôleur 2e classe à 1ere classe,

**FO** s'étonne que la correction de ce QCM ne soit pas disponible pour une préparation à ce concours dans de bonnes conditions. D'autant que les questions contenues sont surprenantes à chaque fois. Nous demandons qu'à l'avenir une correction soit proposée.

### - FDD,

**FO** dénonce encore un logiciel mis en place par la DGFIP qui ne fonctionne pas. Nous sommes le 15 janvier, et même au 19, à l'heure où nous écrivons, la validation des frais par le service RH n'est pas possible. Les agents ayant effectué des déplacements en décembre sont encore une fois pénalisés. Ce logiciel vient rejoindre la grande collection de la DGFIP *"j'ai un dysfonctionnement mais je me soigne !"*

### - E-Formation,

Plusieurs d'entre nous ont testé la e-formation. Si de prime abord l'interface est soporifique, il apparaît ensuite que l'on en garde pas grand chose. De plus, il ne reste aucun manuel de procédure de disponible sur lequel on peut se replonger en cas de besoin.

**FO** demande que ce type de formation soit amélioré.

### - Les Aix d'Angillon,

Suite à l'accueil des agents de St Martin d'Auxigny, **FO** a indiqué au président qu'il proposera que le CHSCT prévoit une visite en 2015.

---

Vos représentants **FO** en CTL,  
Franck JANSONNIE et Nicolas BARDON


---

[Site local de la section](#) et [Site National FO DGFIP](#)

**Pour s'inscrire gratuitement à la lettre d'information FO DGFIP 18 cliquez [ICI](#)**

N'hésitez pas à contacter vos représentants **FO** au CTL

---

<b>BULLETIN D'ADHESION</b>   <b>section du Cher</b> → 66 % de la cotisation syndicale fait l'objet d'un crédit d'impôt sur le revenu	NOM : _____	PRÉNOM : _____
	N° DGI ou N° AGORA : _____	ADRESSE MÊL : _____
	GRADE : _____	QUOTITÉ DE TEMPS DE TRAVAIL : _____ %
	AFFECTATION : _____ déclare adhérer au Syndicat National Force Ouvrière des Finances Publiques (F.O. – DGFIP)	
	Fait à _____ le _____ (signature)	

Monsieur le Président du CTL,  
la période des vœux est propice à croire que tout est possible, que tout est réalisable.  
D'ailleurs vous nous avez présenté les vœux de la direction lors de la journée où était convoqué un CTL pour traiter des suppressions d'emploi. On peut d'ailleurs s'étonner de la date choisie : jour de l'arrêté annuel dans les trésoreries !!!!

D'autres vœux, ceux que nous adresse Bruno Parent par vidéo.

Pour cette année, notre directeur général reconnaît la singularité de la DGFIP au sein de l'État. Il s'engage à maintenir durablement, et avec obstination, notre haut niveau d'expertise et à alléger les services les plus chargés. Cela lui apparaît indispensable en ces temps de difficultés budgétaires. Pour ce faire, il propose de s'appuyer sur nos atouts considérables : notre savoir faire, notre attachement au service public et notre goût du travail bien fait.

En clair, ce qu'il nous demande ce sont des efforts, toujours des efforts, encore des efforts en faisant mine de se soucier du bien être des agents.

L'administration sait compter sur le professionnalisme de ses agents. Mais les agents, eux, en ont marre d'être exemplaires sans reconnaissance alors que tous les ans les effectifs sont mis à mal et les volumes de promotions sont réduits à peau de chagrin !!!

Nous étions jusque là fiers de travailler dans notre administration, la perte de notre efficacité ne permet plus, malgré nous, de conserver cette fierté !

Est ce là une manière d'améliorer les conditions de vie au travail ?

Ces mêmes services surchargés seront-ils dans le schéma triennal d'adaptation au réseau, dont nous attendons toujours la communication, pour ainsi disparaître de la carte départementale et réaliser ainsi un énième objectif ?

Autre illustration, les évaluateurs du Domaine sont toujours considérés comme des sous-inspecteurs de direction ! Quand la DG entendra leurs justes revendications ?

Quant à la prime d'accueil elle a été source intercompréhension et de zizanie avec aucune clarté dans son attribution.

Dans les services du Cher nous avons à déplorer une disparition.  
Mais la disparition de la trésorerie de Saint-Martin est une nouvelle atteinte au maintien d'un service public de qualité et d'une égalité d'accès à tous.

Pour FORCE OUVRIERE il n'y a pas de République sans service Public

**A quand une Direction Générale à l'écoute des agents et de ses besoins ????**